



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Julie FRÊCHE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Isabelle GUIRAUD, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Rabii YOUSSEUS

Relations internationales, tourisme, parcs d'activité - Zac Cannabe - Commune de Cournonterral - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) concessionnaire - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Gilbert PASTOR, Vice-Président, rapporte :

La ZAC Cannabe, située sur la Commune de Cournonterral, a été créée le 20 décembre 2017 par délibération du Conseil de Métropole.

En date du 26 avril 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné la SERM (Société d'Équipement de la Région Montpellieraine) comme aménageur de cette ZAC.

Le parti d'aménagement retenu pour la Zone d'Aménagement Concerté de Cannabe répond aux objectifs visant à accueillir des activités artisanales, petites industries, négoce, logistique urbaine, et permettant de répondre aux besoins de développement ou de relocalisation d'activités déjà présentes sur le territoire communal, avec une surface cessible de 50 000 m² environ et une surface de plancher totale de 24 000 m².

Cette opération répondait ainsi pleinement au SCoT, approuvé le 17 février 2016, au moment de la création de la ZAC. Depuis, la révision du SCoT a été approuvée en Conseil de Métropole du 18 novembre 2019. Le SCoT révisé consacre la ZAC Cannabe comme une polarité économique de proximité à dominante d'activités dans l'urbanisation existante et engagée.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'exercice 2018 de la ZAC Cannabe, approuvé au Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, prévoit un bilan de concession en dépenses et recettes de 4 615 000 €, avec 895 000 € de participation de la collectivité. Ce même Compte Rendu Annuel à la Collectivité précise, au regard des moyens de financement de l'opération, la nécessité d'un emprunt de 1 500 000 € sur la totalité de l'opération.

Un premier emprunt de 1 000 000 € est souscrit sur l'année 2019. Un second emprunt de 500 000 € sera souscrit en 2021. Il n'y a pas d'avances de la collectivité au bilan de cette opération.

La convention d'aménagement prévoit dans son article 20 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

Aussi, la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès du Crédit Coopératif.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 1 000 000 €
- Durée : 6 ans (dont 12 mois de franchise en capital)
- Différé d'amortissement : 12 mois
- Taux fixe : 0,19%
- Périodicité annuelle
- Amortissement progressif
- Frais de dossier : 0.20% du montant du concours plafonné à titre exceptionnel à hauteur de 1 250 € TTC
- Aucune participation au capital du Crédit Coopératif
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SERM, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales, à l'article 2298 du Code civil et conformément au disposition du règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 ;
- garantir 80 % de l'emprunt de 1 000 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Coopératif soit 800 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-110507-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.